

5 septembre, 1984, Québec

Déclaration du Premier ministre

On sait aujourd'hui que le vent de changement soufflait aussi fort au Québec qu'ailleurs. Le verdict de la population a été assez éloquent pour qu'on n'insiste pas. Il faut d'abord féliciter le nouveau Premier ministre, M. Mulroney, ainsi que tous ceux et celles, au Québec comme partout au Canada, qui ont été élus avec lui. Nous leur souhaitons bonne chance dans l'exercice de leurs nouvelles responsabilités. On peut ne pas avoir les mêmes idées sur l'avenir, ce qui est souvent inévitable dans une société pluraliste comme la nôtre. Mais il est quand même possible de s'entendre sur bon nombre de choses, à condition de se retrouver avec un minimum de bonne volonté et d'ouverture d'esprit de part et d'autre. Cette attitude, le nouveau Premier ministre conservateur en a fait un programme électoral, s'engageant notamment, à l'égard des provinces, à renouer le dialogue et à établir un climat de concertation.

Chez nous particulièrement, il a promis de faire preuve d'une réelle compréhension des aspirations collectives, ce qui a sûrement contribué à lui attirer l'appui des Québécois qui tiennent à être respectés comme individus et comme peuple. Par exemple, nous nous réjouissons de constater que M. Mulroney est d'avis que le dossier constitutionnel doit éventuellement être réouvert d'une manière qui puisse satisfaire le Québec. Nous avons également pris bonne note de l'engagement solennel à rebâtir des relations fédérales-provinciales fondées sur l'harmonisation des politiques, le respect de nos compétences et la dépolitisation du régime des subventions. Dans ce contexte, et comme la nature éminemment publique de cet engagement démontre une volonté réelle d'en poursuivre la réalisation, le gouvernement du Québec entend reprendre dès maintenant sa participation pleine et entière aux conférences fédérales-provinciales à commencer par celle qui a déjà été sollicitée par l'ensemble des Premiers ministres provinciaux. Il y a en effet des questions pressantes qui doivent être abordées de toute urgence, surtout dans le domaine économique.

Le gouvernement du Québec attend avec impatience et depuis fort longtemps, une collaboration active du gouvernement fédéral sur ce plan. Il va nous falloir en particulier déployer des efforts conjoints pour contrer le chômage qui affecte si cruellement nos générations montantes. Ainsi, sans renoncer à nos principes ou à nos droits, mais dans le respect de ceux des autres, nous entendons sincèrement, du côté québécois, continuer à consacrer toutes nos énergies et nos ressources à l'amélioration du sort de nos concitoyens, mais avec l'espoir désormais qu'on puisse le faire de façon complémentaire et partant plus efficace que jusqu'à tout récemment.